



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article32>

Rapport à la Conférence de Linz (Autriche)

JAPON : SORTIR DE LA FOLIE NUCLEAIRE

- Accueil - Dossiers -

Date de mise en ligne : mercredi 5 novembre 2003

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Bush après les élections fort discutables de novembre 2000, la situation mondiale s'est aggravée du fait que les Etats-Unis ont relancé une politique énergétique pro-nucléaire et poursuivi la recherche-développement d'armes nucléaires « miniaturisées », les tests souterrains « sous-critiques », et la nucléarisation de l'espace. Plus particulièrement depuis le 11 septembre 2001, en appelant à la « guerre contre le terrorisme », les Etats-Unis ont sapé en profondeur le cadre traditionnel de l'action internationale pour la paix et la sécurité du monde. En dépit de ce sombre contexte, le Japon a enregistré plusieurs bonnes nouvelles dans la question de l'énergie nucléaire.

I. Condamnation du RNR « Monju » (janvier 2003)

Au Japon, 51 réacteurs commerciaux sont actuellement en service. Outre ces REP et ces REB*, le Japon dispose d'un Réacteur à Neutrons Rapides (RNR) dénommé « Monju », dans la préfecture de Fukui. Il a commencé à fonctionner en août 1995, mais a été arrêté en décembre de la même année après une fuite et un incendie de sodium.** Le projet de RNR, destiné à produire dans le coeur du réacteur davantage de plutonium qu'il n'en consomme, constituait le but majeur du programme nucléaire japonais. Il préoccupe gravement de nombreux Japonais, de même que les habitants des environs de Monju, qui ont porté la lutte sur le terrain juridique. Le 27 janvier 2003, la Haute Cour de Nagoya a rejeté le prototype de Monju en admettant certains arguments des plaignants : les risques élevés d'incendie de sodium et de fusion du coeur, tout en rejetant celui des risques sismiques. Cette victoire a été obtenue grâce à la lutte longue et difficile de riverains, de citoyens et d'experts agissant de concert, grâce aussi à un précieux soutien international.

Cependant, le gouvernement, furieux de cette décision, a fait appel devant la Cour suprême. Il tente de réparer l'installation avant que la Cour ne prenne sa décision et il planifie son redémarrage le plus rapide possible. Le Japon pourrait obtenir ainsi plus de 400 tonnes de plutonium, d'après le projet à long terme de production d'énergie nucléaire lancé par le gouvernement en novembre 2000. Le Japon a d'ores et déjà obtenu plus de 30 tonnes de plutonium à partir du combustible usé de ses centrales électriques. Mais jusqu'ici, on ne sait pas quoi en faire.

* **(NDT)** Les REP ou Réacteurs à Eau Pressurisée (le seul modèle actuellement en service, sous licence Westinghouse, dans les 58 réacteurs d'EDF) utilisent dans leur circuit primaire de l'eau sous pression comme liquide caloporteur. Les REB sont quant à eux des Réacteurs à Eau Bouillante.

** **(NDT)** Il s'agit donc d'un « surgénérateur » du même type que « Phénix », toujours en service à Marcoule, et que « Superphénix », aujourd'hui définitivement fermé. Le sodium pose d'insolubles problèmes : on ne sait pas éteindre ses incendies au-delà de quelques tonnes. « Superphénix » en contenait 5000 tonnes. Après son raccordement au réseau électrique, il a fallu interrompre si souvent sa production pour des raisons techniques qu'il n'a pratiquement pas produit d'électricité. Il aura coûté quelque soixante milliards de francs.

II. Programme MOX en suspens

Par suite de l'accident et de l'arrêt du Monju, le gouvernement envisage à présent de brûler le plutonium dans les réacteurs conventionnels sous forme de MOX (Mélange d'OXides d'uranium et de plutonium). Mais du fait d'une série de scandales et de défauts techniques constatés dans divers réacteurs du pays, le programme MOX prévu dans trois préfectures (Fukui, Fukushima et Niigata) a rencontré une très vive résistance de la part de militants locaux ; il est pour le moment immobilisé. Les entreprises ont rapidement perdu la confiance du public après leurs

tentatives pour cacher les falsifications relatives au combustible fourni par BNFL (British Nuclear Fuel Ltd) en 1999, puis les fissures dans les réacteurs de TEPCO (Tokyo Electric Power Company) en 2002, puis l'accident de criticité de Tokaimura (JCO Company) dans la préfecture d'Ibaraki.

La Kansai Electric (KEPCO) n'en prévoit pas moins de passer un contrat avec la COGEMA française pour fabriquer du MOX dans ses installations. KEPCO souligne qu'elle « saisira toutes les occasions de faire la promotion de ses activités et de regagner la confiance du public dans l'énergie nucléaire ».

III. Retraitement

Les entreprises japonaises ont envoyé plus de 7000 tonnes de combustibles usés, à Sellafield en Grande-Bretagne et à La Hague en France, pour en extraire le plutonium. Elles prétendent avec le gouvernement japonais que l'énergie nucléaire est « sûre, propre, et indispensable pour prévenir le réchauffement climatique en réduisant les émissions de CO₂ ». Elles insistent également sur le fait que la demande d'énergie électrique ne cesse d'augmenter, et donc que nous avons besoin de davantage d'énergie nucléaire. Nous autres citoyens japonais sommes submergés par une propagande quotidienne à la télévision et dans la presse.*** Mais fort peu de gens savent que nos déchets nucléaires ont été expédiés par bateau à l'étranger et y contaminent l'environnement de leurs poisons mortels. Les médias n'en ont pratiquement rien dit lorsqu'ils ont couvert la réunion de l'OSPAR (Convention d'Oslo et de Paris sur la protection de l'environnement maritime), pas plus que de l'augmentation du nombre de leucémies dans le voisinage des usines de retraitement. La décision de BNFL de fermer l'usine de retraitement THORP (Thermal Oxide Reprocessing Plant) en 2010 n'a suscité aucun compte-rendu important.

Le retraitement est un procédé chimique consistant à extraire du combustible brûlé dans les réacteurs nucléaires le plutonium et l'uranium 235 qui y subsistent. En réponse aux critiques, le gouvernement souligne que le plutonium extrait par le Japon a un degré de concentration qui le destine à un « usage civil » et non pas militaire (concentration à 93 %). Mais les experts font remarquer que le plutonium issu des réacteurs civils peut parfaitement être détourné vers un emploi militaire. Selon l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique), 8 kg de plutonium extraits d'un réacteur civil suffisent pour fabriquer une bombe. A défaut de demande commerciale pour un usage civil, la question se pose à l'évidence : à quel usage le Japon destine-t-il son énorme usine de retraitement de Rokkashomura, dans la préfecture d'Aomori ?

Le gouvernement avait prévu de démarrer les essais de cette usine en septembre 2003 pour la rendre opérationnelle en juillet 2005. Mais en septembre, le gouvernement et l'opérateur ont annoncé qu'ils repoussaient le démarrage de l'usine à juillet 2006, et ses premiers essais à janvier 2004. Ceci en raison de problèmes techniques comme des fuites d'eau dans un bassin de refroidissement des combustibles usés ou quelque 300 soudures défectueuses dans la tuyauterie. Si l'usine de retraitement de Rakkasho démarre, elle sera capable de séparer 7 tonnes de plutonium par an. Elle polluera en permanence l'environnement sur une vaste superficie. Une fois les tests commencés, c'est l'ensemble de l'usine qui sera contaminé et il sera bien difficile d'en revenir à l'état antérieur. C'est pourquoi nous exigeons l'abandon pur et simple du programme de retraitement et pas seulement un report de sa mise en oeuvre.

*** **(NDT)** Exactement les mêmes discours et la même propagande que les entreprises (EDF, AREVA, COGEMA...), le Commissariat à l'Energie Atomique (spécificité française) et le gouvernement font subir aux consommateurs et citoyens français.

IV. Le Japon et le colonialisme nucléaire

Partout dans le monde, les peuples indigènes ont été les premières victimes de la chaîne nucléaire, de l'extraction du minerai d'uranium jusqu'aux décharges de déchets, en passant par la mise au point et les essais d'armes

nucléaires ou les implantations de centrales nucléaires. Les usines japonaises importent à des fins industrielles « pacifiques » de l'uranium tiré des territoires des peuples d'Amérique du Nord, d'Afrique et d'Australie. La victoire de la campagne « Jabiluka » en Australie a été le premier succès auquel ont contribué des citoyens japonais. Fin juillet 2003, Rio Tint a décidé de renoncer à ses recherches minières sur le site du Patrimoine Mondial au coeur du Parc national de Kakadu (Australie du Nord). La KEPCO et plusieurs autres compagnies japonaises avaient investi dans le projet. La victoire de Kakadu a été obtenue par l'action commune des propriétaires fonciers traditionnels, des mouvements australiens de défense de l'environnement, et grâce au soutien de l'opinion antinucléaire mondiale. Quelques groupes de citoyens japonais ont rejoint la campagne, en particulier dans le district de Kansai (Kyoto, Osaka), lorsque le Comité du Patrimoine Mondial s'est réuni à Kyoto en 1998.

L'histoire des peuples aborigènes de Kakadu est racontée dans le livre *Les femmes du Pacifique prennent la parole* (édité par Zhol de Ishtar), qui comprend aussi les témoignages saisissants d'autres habitants des îles à propos du colonialisme nucléaire et de leur combat courageux pour un Pacifique indépendant et libéré du nucléaire. (Il existe en versions anglaise, allemande et japonaise.)

V. Les exportations nucléaires du Japon

La prolifération de centrales nucléaires en Asie est une préoccupation majeure. Alors que la construction de nouvelles centrales est pratiquement stoppée en Amérique et en Europe, la politique en faveur de l'énergie nucléaire se renforce en Corée du Sud, à Taiwan et au Japon. Les pays nucléaires occidentaux cherchent un nouveau marché en Asie du Sud-Est, dans des pays comme la Thaïlande, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines.****

Depuis 1993, le réseau asiatique antinucléaire « No Nukes Asia Forum » a vigoureusement agi pour prévenir l'extension du nombre des centrales dans la région. Taïwan (« République de Chine ») a tenté de développer durant les années 80 un programme d'armement nucléaire, et n'a pas encore signé le TNP. A Taïwan, 6 réacteurs nucléaires fonctionnent sur les sites de trois centrales. Les compagnies japonaises Hitachi, Toshiba et Mitsubishi, en coopération avec la compagnie US General Electric, construisent sur la côte nord-est deux des réacteurs de la quatrième centrale, en dépit de l'opposition de la population taïwanaise. Le site se trouve dans un parc national qui était à l'origine la propriété de peuples autochtones. La construction a démarré sans aucune information ni consultation de la population, qui a été au contraire forcée de quitter ses villages, et dont les maisons ont été détruites. En juin 2003, un cargo transportant le pressuriseur destiné à l'un des réacteurs a quitté le port de Kure à Hiroshima, malgré les protestations de groupes de citoyens japonais. La construction des réacteurs se poursuit, mais nous continuons à protester de bien des manières, en liaison avec le peuple taïwanais.

**** (NDT) C'est le cas de la France, qui cherche également à vendre des centrales à la Chine, et une usine de retraitement (c'est-à-dire de séparation du plutonium).

VI. Tremblements de terre

Du point de vue sismique, il est incroyable que plus de 50 réacteurs soient dispersés à travers l'archipel japonais, alors que ces îles sont criblées d'innombrables failles sismiques en activité. Géologiquement parlant, le Japon a bénéficié d'une période de calme relatif pendant une quarantaine d'années après la seconde guerre mondiale, ce qui a contribué à son développement économique exceptionnellement rapide. Cependant, la dernière décennie du XXe siècle a vu renaître une nouvelle période d'instabilité, avec toute une série de tremblements de terre majeurs, dont celui de Kobe et de ses environs en janvier 1995, qui fit plus de 6000 morts. Les dégâts subis par les immeubles, les routes, les voies ferrées (y compris le Shinkansen) ont été énormes -mais par chance, il n'y avait là aucune centrale nucléaire.

Un géologue, le Dr Sunao Ogose, a averti qu'un désastre similaire se produirait à Kobe, soulignant l'existence d'une faille active ainsi que la vulnérabilité des structures modernes.

Cette année 2003, le Japon a subi trois grands séismes, en mai, juillet et septembre. Les deux premiers (de magnitude 7,1 et 8 sur l'échelle de Richter) ont eulieu dans la préfecture de Miyagi au Nord du Japon. Une petite fuite de liquide de refroidissement a été signalé dans la centrale d'Onagawa. Le dernier séisme a frappé l'île d'Hokkaido le 26 septembre ; il fut énorme (magnitude 8). Plus de 500 personnes furent blessées, et de grands dommages ont été provoqués par les vagues du tsunami qui s'en est suivi. Le choc a provoqué un vaste incendie dans la raffinerie de pétrole de Tomakomai, sur la côte sud d'Hokkaido. Le feu est reparti deux jours plus tard dans cette même usine et a brûlé pendant 44 heures.

D'après la théorie tectonique, le Japon repose sur d'énormes plaques qui se déplacent très lentement. Les îles japonaises sont situées sur les bords de quatre de ces plaques : eurasienne, nord-américaine, philippine et pacifique. Les experts en sismologie nous mettent aujourd'hui en garde contre la possibilité d'énormes tremblements de terre causés dans un proche avenir par la dynamique des plaques. Le gouvernement a beau proclamer que les réacteurs nucléaires et leurs installations sont conçus à l'épreuve des séismes, de sérieuses questions demeurent : dans le cas d'un énorme tremblement de terre, personne ne peut garantir leur sûreté.

Des citoyens de la préfecture de Shizuoka ont entrepris une action en justice pour obtenir la fermeture de la centrale de Hamaoka, étant donné qu'on considère la région comme celle ayant le plus de chances d'être atteinte par un séisme majeur.

Le RNR Monju, bien que fermé depuis décembre 1995, est situé sur une faille active dont le gouvernement a du mal à reconnaître l'existence. Il est chargé en plutonium, et des tonnes de sodium continuent à circuler dans sa tuyauterie immense et tortueuse. Si la faille active proche de Monju se met en mouvement et crée un choc brutal, la catastrophe qui en résulterait dépasse l'imagination. Le Dr Ogose estime que le réacteur le plus dangereux du point de vue sismique serait celui de Monju.

Les problèmes sismiques sont aussi extrêmement sérieux à l'usine de retraitement de Rokkasho et dans d'autres installations nucléaires comme l'usine d'enrichissement de l'uranium, les lieux de stockage définitif des déchets faiblement radioactifs et ceux de stockage provisoire des déchets à haute radioactivité. Une importante faille active, longue de 84 km, court le long du Pacifique et inclut les installations de Rokkashomura.

Il y a encore bien d'autres situations sismiques dangereuses. En 1997, deux grands tremblements de terre se sont produits tout près de la centrale de Shendai, dans l'île de Kyushu. Son énergie était encore plus grande que celle du séisme de Kobe en 1995. Trois réacteurs de la centrale d'Ikata sont construits près de l'une des deux plus grandes failles actives du Japon.

Encore une fois, il n'y a aucun moyen de prévoir avec exactitude un tremblement de terre, et le gouvernement sous-estime les risques sismiques au regard des centrales et de leur capacité de résistance. Pourtant, de plus en plus d'experts et de responsables politiques expriment leurs inquiétudes. Par exemple, Mitsuhei Murata, l'ancien ambassadeur du Japon en Suisse, appelle à la fermeture immédiate de la centrale de Hamaoka, et à l'abandon de la politique nucléaire du Japon. De même, plusieurs conseils municipaux ont adopté des délibérations demandant la fermeture de la centrale de Hamaoka.

VII. Prolifération nucléaire

La deuxième conférence de révision du TNP se tiendra à New York en 2005. Le Traité de Non Prolifération a été

créé pour prévenir la prolifération des armes nucléaires. La plupart des nations membres de l'ONU l'ont signé, à l'exception de l'Inde, du Pakistan et d'Israël. La Corée du Nord (RDCN) a annoncé récemment son retrait. Malheureusement, le très important article 6 du TNP, qui énonce l'obligation pour les Etats nucléaires d'éliminer leurs arsenaux, n'a jamais été respecté. En revanche, le droit aux « atomes pour la paix », formulé par le TNP en son article 4, a été vigoureusement réclamé par de nombreux Etats parties et par des pays qui n'ont pas signé le TNP, comme l'Inde et le Pakistan.

Le rôle de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) est contradictoire : d'un côté c'est un chien de garde, de l'autre un marchand nucléaire. Il est plus sûr et plus facile pour un Etat de se procurer des matériaux ou des technologies nucléaires au moyen des « atomes pour la paix » que par la contrebande ou l'espionnage...

Le Japon fait ouvertement la promotion massive du plutonium sous le couvert de son usage civil. Mais un réacteur à neutrons rapides peut produire du plutonium de qualité militaire. Le réacteur de Monju a été provisoirement fermé, mais il existe un autre RNR appelé Joyo, un réacteur expérimental qui ne produit pas d'électricité. Le tragique accident de Tokaimura en 1999 s'est précisément produit au cours de la fabrication de combustible destiné à Joyo, qui est situé dans la ville voisine de Tokaimura.

Le Japon a les moyens de construire des têtes nucléaires et de développer également des fusées H2A pouvant servir de missiles intercontinentaux. Avec la montée de la droite qui voudrait jeter aux orties l'article 9 de la Constitution, la probabilité que le Japon se constitue un arsenal nucléaire se renforce. Qui plus est, bafouant la loi qui lui fait obligation d'avoir un programme spatial purement pacifique, le Japon a lancé son premier satellite militaire depuis Tanegashima en mars 2003. Il a également envoyé des troupes dans l'Océan Indien pour apporter leur soutien logistique à la guerre américano-britannique contre l'Irak. Et il s'apprête à envoyer des troupes en Irak. Toutes ces actions violent la constitution japonaise.

Ironie du sort, la guerre d'Irak a attiré l'attention du public sur les systèmes nucléaires civils qui produisent en permanence de l'UA (DU). Notons en passant que « l'Uranium Appauvri » (« Depleted Uranium ») est bien mal nommé. On devrait l'appeler « Dirty, Dangerous and Destructive » Uranium (sale, dangereux et destructeur). A Rokkashomura, l'usine d'enrichissement de l'uranium a déjà engendré plus de 7000 tonnes d'UA. *****

***** (NDT) En français, on pourrait appeler l'UA : Uranium Aggravé.

VIII. Ce que nous voulons

Plus que jamais, le mouvement antinucléaire civil doit s'associer aux mouvements pour la défense de l'environnement, pour les droits de l'homme, contre la guerre et pour le désarmement nucléaire. Il est naturel et vital de coordonner ces mouvements à l'échelle mondiale afin de réaliser un monde soutenable et sûr, libéré de la menace nucléaire. M. Tadatoshi Akiba, maire d'Hiroshima, lance en tant que président des « Maires pour la paix » une grande campagne pour l'abolition des armes nucléaires. Au Japon, de nombreux groupes de militants luttent sans cesse pour arrêter la folie nucléaire. On voit souvent d'aussi nobles efforts dans bien d'autres parties du monde. Il est évident que si toutes ces activités se coordonnent, il y aura plus de chances que l'abolition du nucléaire devienne une réalité. Si nous nous faisons confiance et nous soutenons mutuellement, notre rêve d'une planète libérée du nucléaire se réalisera.

J'exprime ma plus profonde gratitude à Sally Light pour son aide patiente à mon rapport en anglais.

Satomi Oba

Traduit de l'anglais par Jean-Marie Matagne.